

UNITED NATIONS **A**

General Assembly

Distr. GENERAL A/HRC/6/15/Add.1

20 November 2007

ENGLISH/FRENCH/SPANISH

HUMAN RIGHTS COUNCIL

Sixth session

Item 3 of the agenda

PROMOTION AND PROTECTION OF ALL HUMAN RIGHTS, CIVIL, POLITICAL, ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS, INCLUDING THE RIGHT TO DEVELOPMENT

Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people, Rodolfo Stavenhagen

ADDENDUM

Summary of cases transmitted to Governments and replies received*

* This addendum is being circulated in the language of submission only, as it greatly exceeds the word limitations currently imposed by the relevant General Assembly resolutions.

Cameroon

Appel urgent concernant la situation des Mbororos du nord-ouest du Cameroun

119. Le **29 août 2007**, le Rapporteur spécial, conjointement avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme, a attiré l'attention du Gouvernement du Cameroun sur la situation des **éleveurs Mbororos fulanis** dans la province du nord-ouest du Cameroun. En particulier, ils ont porté à la connaissance du Gouvernement des informations concernant des événements récents ayant entraîné la destitution du chef traditionnel des Mbororos, Lamido **Adamu K. Buba**. Ces événements auraient eu lieu dans

un contexte plus large de violations des droits de la population Mbororo, violations entraînées par la dépossession de leurs terres traditionnelles au profit d'un entrepreneur privé.

120. **Situation actuelle.** La situation décrite met en évidence l'interférence supposée de Baba Danpullo dans l'organisation traditionnelle du pouvoir dans la communauté Mbororo, qui a entraîné des persécutions et des arrestations de chefs traditionnels et d'autres membres de la communauté. Selon les allégations reçues, le chef spirituel (Lamido) de la communauté Mbororo, Lamido Ahmadu Sabga, serait décédé le 13 juin 2007 et, en accord avec la loi coutumière de la communauté, le Conseil traditionnel Mbororo aurait élu, le 15 juin 2007, à la majorité des votes, Adamu Kawuyel Buba en tant que nouveau chef traditionnel.

121. Il était allégué que la nomination de M. Buba aurait été explicitement objectée par M. Danpullo, qui, depuis la mort de l'ancien Lamido, aurait essayé d'influencer le processus et fait nommer un de ses collaborateurs.

122. En accord avec leur pratique, après l'élection du nouveau Lamido, les autorités des Mbororos auraient envoyé une lettre au chef provincial de Mezam pour l'informer de l'intronisation. Cependant, le 19 juin 2007, ce dernier aurait publié une décision préfectorale par laquelle il déclarait la nullité de l'intronisation de M. Buba, interdisait toutes les réunions et les assemblées de la communauté Mbororo et fermait le palais traditionnel du Lamido. Un recours gracieux aurait été présenté le 28 juin 2007 par les leaders de la communauté contre cette décision préfectorale. Sans tenir compte de cette plainte en cours et négligeant les pratiques traditionnelles des Mbororos, le chef provincial de Mezam aurait, selon les informations reçues, annoncé la vacance du poste du Lamido.

123. Le 12 juillet 2007, tous les membres du Conseil traditionnel Mbororo auraient été convoqués à la Direction générale de la recherche extérieure du poste de liaison du Nord-Ouest-Bamenda. Pour n'avoir reçu aucune information officielle sur les motifs de cette convocation et par crainte de représailles pour l'intronisation du nouveau Lamido, les membres du Conseil traditionnel auraient choisi de ne pas se rendre à la gendarmerie.

124. Le 13 juillet 2007, vers 5 heures du matin, quelque 500 personnes de la communauté Mbororo auraient manifesté contre la décision préfectorale annulant l'intronisation du nouveau Lamido. Les manifestants auraient paisiblement bloqué la route principale qui traverse la communauté de Sagba. Tous les membres du Conseil traditionnel, y compris Lamido Adamu K. Buba, auraient à nouveau été convoqués à la Direction générale de la recherche extérieure du poste de liaison du Nord-Ouest-Bamenda, où ils auraient été interrogés avant d'être relâchés. Selon les allégations, le 8 août 2007, Lamido Adamu K. Buba aurait à nouveau été interrogé puis libéré.

125. Selon les allégations, le chef provincial de Mezam aurait informé la population de Sagba qu'au cours de la journée du 20 août 2007, après dépôt de nouvelles candidatures, une nouvelle intronisation serait discutée. Cependant, vers 6 heures du matin, le 20 août, une troupe de plus de 100 soldats aurait été déployée dans le village de Sabga, le chef provincial de Mezam aurait intronisé Mamuda Sagba, supposément par défaut d'autres candidatures. Vers 16 heures, Baba Danpullo et le Lamido de Banyo du département d'Adamawa seraient entrés dans Sagba, ce qui aurait accentué la révolte des membres de la communauté Mbororo.

126. Les soldats auraient alors fait une utilisation abusive de la force causant des blessés. Un total de 21 personnes, comprenant des membres du Conseil traditionnel et de la Mbororo

Social and Cultural Development Association (MBOSCUDA, Association Mbororo pour le développement social et culturel), auraient été inscrites sur une liste d'individus à arrêter. Plus de 20 Mbororos auraient quitté le village le soir même pour Yaoundé. D'autres les auraient rejoints ultérieurement et, actuellement, 34 personnes seraient réfugiées devant l'ambassade des États-Unis d'Amérique.

127. Des craintes ont été exprimées selon lesquelles la destitution du Lamido nouvellement élu procéderait d'une stratégie plus large de Baba Danpullo, qui bénéficierait de l'appui ou de la connivence des autorités locales, en vue d'exercer à des fins personnelles le contrôle de la communauté Mbororo. Des inquiétudes ont également été exprimées concernant la sécurité des autorités traditionnelles Mbororos, notamment le Lamido Adamu K. Buba et le reste des membres du Conseil traditionnel, ainsi que des membres de la MBOSCUDA, qui seraient susceptibles d'être victimes de représailles en conséquence de leur rôle dans la défense des droits des Mbororos.

128. **Contexte général de l'affaire.** Selon l'information reçue, en 1985, Alhadji Baba Ahmadou Danpullo, propriétaire de ranchs, membre du Comité de direction du Mouvement démocratique du peuple camerounais (CPDM) et n'appartenant pas à la communauté Mbororo, aurait sollicité en 1985 au Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales une concession en vue de la création d'un ranch privé, le «Elba Ranch», à Ndawara, dans la sous-division de Fundong (département de Menchum). L'aire réclamée pour ce ranch englobe des villages Mbororos et des secteurs traditionnels d'élevage.

129. En décembre 1986, une commission d'enquête a été établie par les autorités de Fundong dans l'objectif d'étudier cette requête de concession. La commission a organisé des réunions dans la zone qui serait touchée par le ranch, avec la participation des autorités locales et des membres de la communauté Mbororo. Au cours de ces réunions, Baba Danpullo aurait promis une compensation aux familles qui seraient affectées par la construction de son ranch privé et perdraient ainsi leurs résidences et terres de pâturage.

130. Par décision du 18 juillet 1986, le Ministre de l'élevage, des pêches et des industries animales a approuvé la création de l'Elba Ranch pour l'élevage de bovin à Ndawara. Les limites du ranch ont été reconnues par le titre foncier n° 140 (Menchum) du 1^{er} décembre 1989 portant sur une superficie de 4 726 hectares. En outre, une concession de 1 335 hectares sur une zone contiguë de transhumance a été assignée au ranch par le décret n° 89/351 du 2 mars 1989.

131. Depuis la mise en place du ranch, 63 familles Mbororos (soit un total de 739 personnes et 1 730 têtes de bétail) sont estimées avoir été déplacées de leurs terres traditionnelles de pâturage. La zone affectée comprend 20 000 hectares de terres occupées traditionnellement par les Mbororos dans la région de Mezam, dans les départements de Bamessing, Boyo, Menchum et Ngokentungia, conséquence de l'établissement des deux Elba Ranchs et de l'extension illégale de leurs limites originelles sur des terres voisines. Selon les allégations, les familles affectées de la communauté Mbororo seraient désormais dépourvues de logements avec les commodités appropriées et rencontreraient de sérieux problèmes d'accès à l'eau et à la nourriture, en conséquence de l'afflux d'étrangers et du manque de terres de pâturage pour leur bétail. D'après les informations en notre possession, les personnes affectées n'ont jamais reçu de compensation pour les déplacements ou les pertes encourues.

132. En outre, il a été rapporté que l'établissement de l'Elba Ranch aurait entraîné une situation générale d'abus contre des membres de la communauté Mbororo, supposément perpétrés par le personnel du propriétaire du ranch, Baba Danpullo, avec l'appui ou la connivence des autorités locales. Selon les rapports, Baba Danpullo aurait établi son propre tribunal, appelé Cour Alkali de Ndawara, dans sa résidence à l'Elba Ranch, avec ses propres lieux de détention. Ladite cour aurait été reconnue par les autorités locales comme un tribunal de droit traditionnel musulman et serait assistée par la Police nationale.

133. Selon les informations, depuis 1993, quelque 150 membres de la communauté Mbororo auraient été condamnés par la Cour Alkali de Ndawara dans l'Elba Ranch, sans respect des règles du procès équitable. Les jugements auraient donné lieu à des emprisonnements à la prison centrale de Bafoussam, sous juridiction militaire, et dans d'autres prisons situées dans d'autres provinces. Des arrestations arbitraires à la prison privée du ranch ont également été rapportées, ainsi que des allégations de nombreux cas de torture et de mauvais traitements de la communauté Mbororo. De plus, les arrêts de la Cour Alkali de Ndawara dans l'Elba Ranch auraient, selon les allégations, entraîné des dépossessions de plus de 400 têtes de bétail et des amendes importantes.

134. Le Rapporteur spécial, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme avaient également reçu des allégations de harcèlements, détentions, tortures, y compris tentatives d'assassinats contre des membres de la MBOSCUDA. Il était allégué que ces faits seraient liés au rôle de la MBOSCUDA dans la dénonciation de violations supposément commises par Baba Danpullo, avec l'appui ou le laxisme présumé des autorités locales.

135. Il leur a été fait part de la création, par décision ministérielle du 2 juillet 2003, ultérieurement modifiée par la décision du 13 août 2003, d'une commission d'enquête interministérielle chargée de mener les investigations sur les nombreuses plaintes déposées par les Mbororos du nord-ouest contre Baba Danpullo. Une copie du rapport final de la commission d'enquête, daté du 12 août 2004, est en notre possession.

136. Dans son rapport final, la commission d'enquête a relevé des irrégularités dans la situation légale des terres de l'Elba Ranch, y compris des expropriations irrégulières et des empiètements sur des terres adjacentes; des destructions et obstructions par des employés de l'Elba Ranch de projets communaux hydrauliques; et des problèmes liés à l'indemnisation. Par ailleurs, elle a cité l'influence de M. Baba Danpullo dans la nomination et la destitution d'autorités traditionnelles; la tentative de privatiser la Cour Alkali de Ndawara et sa transformation irrégulière en une juridiction pénale; et enfin l'utilisation d'influences politiques pour faire passer les auteurs des irrégularités pour des victimes.

137. Afin de remédier à la situation, dans son rapport de 2004, la Commission d'enquête recommandait, notamment, de tracer et de délimiter à nouveau les limites légales de l'Elba Ranch; le paiement par M. Baba Danpullo des intérêts sur les réparations qui sont dues aux anciens propriétaires; et un suivi régulier de la situation.

138. Finalement, les Rapporteurs spéciaux et la Représentante spéciale du Secrétaire général ont demandé au Gouvernement du Cameroun d'indiquer si les faits tels que relatés dans le résumé de l'affaire sont exacts et de fournir des renseignements détaillés sur les causes de la destitution du nouveau Lamido Adamu K. Buba; sur les actes rapportés de violence et de

persécution contre les autorités traditionnelles Mbororos, contre les membres de l'association MBOSCUA et d'autres membres de la communauté Mbororo; sur les mesures prises pour mettre en oeuvre les recommandations de la Commission d'enquête interministérielle, en particulier en ce qui concerne les droits des Mbororos sur leurs terres traditionnelles et leur droit à maintenir leurs institutions politiques, économiques et sociales traditionnelles; sur le statut juridique, la composition et les pouvoirs de la Cour Alkali de Ndawara et sur les mesures prises par les autorités pour enquêter sur les allégations d'irrégularités dans son fonctionnement. Enfin, le Gouvernement a été invité à fournir des informations détaillées sur le statut du recours gracieux interjeté contre la décision préfectorale n° 129 PD/E 29/PS, de même que sur les autres plaintes déposées par les membres de la communauté Mbororo au sujet des abus supposément commis par le personnel de l'Elba Ranch et de la Cour Alkali de Ndawara.

Observations

139. Le Rapporteur spécial regrette de ne pas avoir reçu une réponse à sa communication du **29 août 2007**, date à laquelle le présent rapport a été rédigé.